



# RÉGION ACADÉMIQUE GRAND EST

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Région académique Grand Est

Direction régionale des achats  
DRAA

Rectorat  
9 rue des Brice  
C.O. n°30013  
54035 Nancy Cedex

## Cahier des clauses particulières (C.C.P)

### Procédure n° DRAA-COPIES EXAMENS-2025-2028

**Objet :** Prestations de service de fourniture en impression de copies d'examens et la livraison des copies pour le rectorat de la région académique Grand Est

Référence	DRAA-COPIES EXAMENS-2025-2028
Objet	Prestations de service de fourniture en impression et de livraisons de copies d'examens pour la région académique Grand Est
Type de procédure	Appel d'offres Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande
Codes nomenclature CPV	22000000-0 - Imprimés et produits connexes 22458000-5 - Imprimés sur commande 22900000-9 - Imprimés divers

# Sommaire

Article 1 – Objet du marché .....	4
1.1 Périmètre du marché.....	4
1.2 Lieu d'exécution.....	4
1.3 Forme du Marché .....	4
1.4 Passation des bons de commande .....	4
1.5 Exécution des bons de commande.....	4
1.6 Allotissement .....	4
1.7 Documents contractuels.....	5
Article 2 – Durée, montant et prix du marché.....	5
2.1 Montant du marché.....	5
2.2 Prix du marché.....	5
Article 3 – Modalités d'exécution et prestations attendues.....	6
3.1 Caractéristiques techniques des copies .....	6
3.2 Estimation des quantités de copies et des livraisons pour les trois académies.....	6
3.3 Délais de livraison .....	7
3.4 Sous-traitance.....	7
Article 4 – Facturation.....	7
Article 5 – Paiement .....	8
Article 6 - Responsabilité - Assurances .....	9
6.1 Responsabilité.....	9
6.2 Assurance.....	9
Article 7 – Confidentialité .....	9
Article 8 – Obligations fiscales et sociales .....	9
Article 9 – Pénalités.....	10
9.1 Pénalités pour travail dissimulé.....	10
9.2 Pénalités pour retard : non-respect des délais maximum de réalisation.....	10
9.3 Pénalités pour non-respect des obligations environnementales.....	10
Article 10 – Résiliation .....	10
10.1 Résiliation pour évènements extérieurs au marché.....	10
10.2 Résiliation pour évènements liés au marché.....	10
10.3 Résiliation pour faute du titulaire.....	11
10.4 Résiliation par la personne publique pour motif d'intérêt général.....	11
10.5 Exécution de la prestation aux frais du titulaire.....	11
ARTICLE 11 – Règlement des litiges et langue .....	11
ARTICLE 12 – Clauses environnementales.....	12

Article 12.1- Fabrication et emballage du produit commandé .....	12
Article 12.2 Livraison des produits commandés.....	12
Article 12.3 Contrôles et dialogues.....	12
ARTICLE 13 – Dérogations au CCAG-FCS.....	12

## **PREAMBULE**

Dans le cadre du présent cahier des clauses particulières (CCP) et de ses annexes :

- le candidat retenu est désigné sous l'appellation « le titulaire » ;
- le rectorat de la région académique Grand Est « le rectorat » ;

## **Article 1 – Objet du marché**

### **1.1 Périmètre du marché**

Le présent contrat est établi, uniquement, afin d'assurer la fourniture d'impression de copies d'examen et la livraison directe des copies pour le compte de la région académique Grand Est.

Le pouvoir adjudicateur est le rectorat de la région académique Grand Est dont le représentant est le recteur de la région académique Grand Est, recteur de l'académie de Nancy-Metz.

L'objet du présent dispositif est de déterminer les conditions dans lesquelles seront réalisées les prestations relatives à la fourniture d'impression de copies d'examen pour les besoins des trois académies composant la région académique Grand Est, à savoir l'académie de Nancy-Metz, l'académie de Reims et l'académie de Strasbourg.

Les bénéficiaires du marché sont les suivants :

- l'académie de Nancy-Metz
- l'académie de Reims
- l'académie de Strasbourg

### **1.2 Lieu d'exécution**

En France, dans l'ensemble des 10 départements composant la région académique Grand Est.

### **1.3 Forme du Marché**

Le présent marché est réalisé en procédure formalisée (appel d'offres) sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande, non alloti en application des dispositions des articles L.2124-1 et R.2162-1 et suivants du code de la commande publique.

Les codes CPV du présent marché sont notamment les suivants :

- 22000000-0 - Imprimés et produits connexes
- 22458000-5 - Imprimés sur commande
- 22900000-9 - Imprimés divers

Groupe marchandise de référence : 39.02.04 – Services externalisés de reprographie  
Compte PCE : 6118500000

Imputation budgétaire : Budget de l'ETAT, Programme 214 « Soutien de la politique de l'éducation nationale »

### **1.4 Passation des bons de commande**

L'accord-cadre est exécuté par émission de bons de commande successifs selon les besoins jusqu'à l'expiration de la durée du marché.

Chaque rectorat émet selon ses besoins, pendant la durée de validité du marché, sous réserve de l'article 3 du présent document, des bons de commande

- par courrier électronique
- par remise en main propre contre récépissé.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un jour ouvré suivant sa date d'envoi.

### **1.5 Exécution des bons de commande.**

Les délais d'exécution prévus par les bons de commande sont conformes aux documents contractuels régissant le présent marché.

### **1.6 Allotissement**

Il n'est pas prévu de décomposition en lots et ce, conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique. En effet, il s'agit d'un marché non alloti car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations et leur coordination, dans un temps limité d'enchaînement d'exécution ainsi que le coût financier engendré au final. Aussi, le présent marché ne sera pas décomposé en lots et fera l'objet d'un marché unique.

### 1.7 Documents contractuels

Le présent accord-cadre est soumis au code de la commande publique pour son exécution.

Les documents contractuels régissant le présent marché sont énumérés par ordre croissant d'importance selon l'ordre de citation ci-dessous. En cas de contradiction ou de divergence entre les stipulations des pièces contractuelles régissant le présent marché, elles prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessous :

- ✓ le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) dont l'exemplaire conservé par le rectorat fait seul foi et ses avenants éventuels ;
- ✓ le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Service (CCAG-FCS) en vigueur à la date d'exécution du marché
- ✓ l'acte d'engagement et ses annexes (annexe financière - proposition commerciale du soumissionnaire)
- ✓ et le mémoire technique de réponse, ainsi que toutes pièces complémentaires fournies dans son offre par le titulaire.

## Article 2 – Durée, montant et prix du marché

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 12 mois à compter de sa date de notification. Il pourra être renouvelé trois fois pour des périodes de 12 mois, à sa date anniversaire, par reconduction tacite, sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois.

### 2.1 Montant du marché

Le montant prévisionnel de l'accord-cadre est de 430 000 euros HT.

L'accord-cadre est conclu sans minimum, mais avec un maximum de 450 000 euros HT.

Les prix tiennent compte de toutes sujétions nécessaires à l'exécution des prestations.

Les montants sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et taxes locales selon les taux et règles en vigueur.

L'euro est la monnaie de compte du présent marché.

### 2.2 Prix du marché

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations prévues par le présent marché, ainsi que les charges fiscales, ou autres frappant obligatoirement les prestations.

Les prix des prestations portées au BPU est révisable annuellement à la date de reconduction du marché selon les éléments suivants :

$$P = P_o \times \left( \frac{I_n}{I_o} \right)$$

dans laquelle :

- P = le prix révisé ;
- P<sub>o</sub> = le prix initial ;
- I<sub>n</sub> = Indice 010764125, dernier indice définitif connu à la date de reconduction du marché
- I<sub>o</sub> = Indice 010764125 pris à la date de remise des offres

Base INSEE : [Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 17.2 – Articles en papier ou en carton | Insee](#)

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au millième supérieur.

Les montants sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) selon les taux et règles en vigueur.

➤ **Clause de sauvegarde**

Si le rectorat constate une augmentation du prix supérieure à **5% annuels pour une référence** ou à 3% annuels pour la somme des références du BPU, le service coordonnateur se réserve le droit de résilier le présent marché sans indemnité au bénéfice du titulaire, le paiement des factures correspondant à des prestations déjà effectuées pouvant seul être exigé. Cette décision de résiliation est notifiée au titulaire dans un délai maximal de trente (30) jours ouvrés à compter de la date de réception des nouveaux tarifs. La présente clause de sauvegarde ne s'applique qu'aux substitutions et/ou révisions mentionnées ci-dessus.

### **Article 3 – Modalités d'exécution et prestations attendues**

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat. Cette obligation garantit la bonne mise en place, le bon fonctionnement, la satisfaction dans les délais et la qualité des prestations attendues.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations à un niveau constant de qualité tout au long de l'exécution du présent marché.

Concernant les prestations attendues, le titulaire devra répondre aux demandes des trois académies en fonction des besoins comme décrit ci-après.

L'imprimeur ne devra faire figurer sur les différentes copies aucune indication susceptible de laisser supposer l'origine du document (mention ou logo de l'imprimerie, de son inscription au registre du commerce, du numéro de matrice etc...)

Les modèles de copies « Santorin » et « EN » seront fournis en appui à la commande. Un bon à tirer (BAT) devra être envoyé au rectorat de chaque académie, avant impression de la commande.

#### **3.1 Caractéristiques techniques des copies**

Les copies devront respecter les caractéristiques techniques suivantes :

<b>Produit</b>	<b>Descriptif</b>	<b>Format</b>	<b>Grammage</b>	<b>Couleur</b>	<b>Paquets</b>	<b>Impératifs</b>
<b>Copies SANTORIN</b>	Copies doubles Impression noire recto/verso	Ouvert : 420 x 297 mm (A3) Plié : 210 x 297 mm	Au minimum 80gr/m2	Blanc (minimum 145 CIE)	Ramette de 250 copies	Livré plié individuellement en son milieu sans agrafe. Modèle destiné à être scanné : le strict respect des côtes du modèle est impératif.
<b>Copies EN</b>	Copies doubles Impression noire recto/verso	Ouvert : 420 x 347 mm Plié : 210 x 347 mm	Au minimum 80gr/m2	Blanc (minimum 145 CIE)	Ramette de 250 copies	Livré plié

#### **3.2 Estimation des quantités de copies et des livraisons pour les trois académies**

Pour les trois académies (Nancy-Metz, Reims et Strasbourg), l'estimation des quantités souhaitées et du nombre de livraison est la suivante. Cette estimation est susceptible d'évoluer durant la durée du marché.

Les livraisons devraient avoir lieu dans plus de 276 lieux différents au sein de la région académique.

<b>Académie</b>	<b>Estimation copies et livraisons</b>	<b>2025</b>	<b>2026</b>	<b>2027</b>	<b>2028</b>	<b>TOTAL</b>
Nancy-Metz	Nbre de ramettes de 250 copies EN	2 600	2 600	2 600	2 600	10 400
	Nbre de ramettes de 250 copies Santorin	2 000	2 000	2 000	2 000	8 000
	Nbre de livraisons	35	35	35	35	140

Reims	Nbre de ramettes de 250 copies EN	540	580	620	660	2 400
	Nbre de ramettes de 250 copies Santorin	1 200	1 240	1 280	1 320	5 040
	Nbre de livraisons	200	200	200	200	800
Strasbourg	Nbre de ramettes de 250 copies EN	1 300	1 300	1 300	1 300	5 200
	Nbre de ramettes de 250 copies Santorin	2 450	2 450	2 450	2 450	9 800
	Nbre de livraisons	41	41	41	41	164
TOTAL des 3 académies	Nbre de ramettes de 250 copies EN	4 440	4 480	4 520	4 560	18 000
	Nbre de ramettes de 250 copies Santorin	5 650	5 690	5 730	5 770	22 840
	Nbre de livraisons	276	276	276	276	1 104

### 3.3 Délais de livraison

Le titulaire s'engage à effectuer chaque livraison selon le délai précisé sur le bon de commande qui lui est notifié.

Sauf circonstances exceptionnelles, ce délai ne peut excéder huit (8) jours ouvrés (jours d'ouverture du lundi au vendredi). Le délai de livraison court à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

Le cas échéant, le titulaire devra être en capacité de répondre à des commandes urgentes. Dans ce cas, le délai d'urgence est défini d'un commun accord entre l'administration et le titulaire et inscrit au bon de commande. Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

### 3.4 Sous-traitance

Les dispositions des articles L2193-1 et L2193-14 de l'ordonnance relative au CCP et des articles R2193-1 à R2193-22 du décret relatif au CCP s'appliquent de plein droit. La sous-traitance peut intervenir en cours d'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire transmet à l'acheteur un formulaire DC4\* pour chaque sous-traitant signé des deux parties, mentionnant la nature des prestations qu'il entend lui confier ainsi que le montant des prestations sous-traitées à l'adresse suivante : [ce.draa-nancy@region-academique-grand-est.fr](mailto:ce.draa-nancy@region-academique-grand-est.fr)

\*Ce formulaire type peut être téléchargé gratuitement sur le site Internet du rectorat des finances : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

La signature électronique est recommandée. La combinaison signature manuelle et électronique n'est pas autorisée.

Si la signature est manuscrite sur document papier, le DC4 doit être envoyé à l'adresse suivante : Service DRAA – 9 rue des Brice – 54035 NANCY CEDEX.

Le montant maximal indiqué sur le DC4 devra être impérativement strictement inférieur au montant du bon de commande.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle de l'entreprise pour laquelle il effectue la demande.

## Article 4 – Facturation

Les factures seront établies à terme pour le compte des rectorats correspondants :

- Nancy-Metz : SIRET 17540430000402 – 9 rue des Brice, 54000 NANCY
- Strasbourg : SIRET 17670430200015 – 6 rue Toussaint, 67000 STRASBOURG
- Reims : SIRET 17510430600014 – 1 rue Navier, 51100 REIMS

Via le portail CHORUS : <https://portail.chorus-pro.gouv.fr>  
SIRET Etat: 11000201100044

**Le service exécutant de chaque académie est le suivant :**

- FAC0000051 (Reims)
- FAC0000054 (Nancy-Metz)
- FAC0000067 (Strasbourg)

**Cadre de facturation : A1**

Les factures afférentes au marché seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le montant détaillé hors T.V.A. des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- le prix des prestations accessoires ;
- le taux et le montant de la T.V.A. et les taxes parafiscales, le cas échéant ;
- le montant total des prestations exécutées.
- le numéro de l'engagement juridique du marché ;
- le numéro d'engagement juridique du bon de commande ;
- les noms, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé sur le RIB.

En cas de co-traitance et/ou de sous-traitance avec paiement direct du sous-traitant, seul le titulaire du marché ou le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement, et à accepter les factures ; seules les réclamations formulées ou transmises par ses soins sont recevables.

## **Article 5 – Paiement**

Le paiement des prestations n'intervient qu'après service fait.

Conformément à l'article R.2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement est de 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-45 et suivants du code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est, en fonction des académies le suivant :

- Pour l'académie de Nancy-Metz : le directeur départemental des finances publiques de Meurthe et Moselle, situé au 47 rue Sainte Catherine – 54036 NANCY CEDEX
- Pour l'académie de Reims : le directeur départemental des finances publiques de la Marne, situé au 12 rue Sainte-Marguerite – 51022 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX
- Pour l'académie de Strasbourg : le directeur régional des finances publiques de la région Grand Est, situé 4 place de la République – 67000 STRASBOURG

Le financement est réalisé sur le budget de l'Etat, notamment sur le programme 214 « soutien de la politique de l'éducation nationale ».



## **Article 6 - Responsabilité - Assurances**

### **6.1 Responsabilité**

Le titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements et ne pourra exercer aucun recours en cas de condamnation encourue par lui-même, ses ouvriers employés ou préposés.

Le titulaire a la charge entière de la stricte application des mesures d'hygiène et de sécurité prescrites par les lois et règlements. Il est tenu, sous sa responsabilité exclusive, de veiller à ce que toutes les précautions soient prises pour éviter tous accidents ou dommages à ses préposés, aux voyageurs ou aux tiers.

En conséquence, il supporte seul les conséquences pécuniaires des accidents et dommages de toutes natures, corporels ou matériels, qui peuvent survenir à l'occasion de son activité et ce, quelle que soit la cause des dommages ou accidents. Il renonce à exercer contre le rectorat ou ses agents toute réclamation ou action en raison des accidents et dommages ci-dessus visés et les garantit contre tout recours qui pourrait être exercé contre eux.

### **6.2 Assurance**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande

## **Article 7 – Confidentialité**

Compte tenu du contexte particulier du rectorat, le titulaire et son personnel sont tenus à une obligation de confidentialité pour tout ce qui a trait aux renseignements qu'ils pourraient recueillir au cours de leur mission.

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du présent marché, a reçu du rectorat communication, à titre confidentiel, de renseignements (dont des données personnelles), documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication.

Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du marché ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Le titulaire doit sans délai avertir le rectorat de toute violation de l'obligation de confidentialité par l'un des membres de son personnel.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée en cas de manquement à son obligation de confidentialité.

Elle peut être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou de dissipation de toute information.

En cas de non-respect par le titulaire des obligations résultant du présent article, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, sans préjudice du droit à dommages et intérêts pour le préjudice éventuellement subi.

## **Article 8 – Obligations fiscales et sociales**

Conformément aux dispositions de l'article D.8222-5 du code du travail, le titulaire du présent contrat doit fournir au rectorat, avant la notification du marché, les documents suivants :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires ;
- lorsque le titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur, de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10 à R.1221-12, L.3243-1, L.3243-2 et L.3243-4 et R.3243-1 à R.3243-5 ;
- l'extrait Kbis du registre du commerce et des sociétés datant de moins d'un an.

Après mise en demeure restée infructueuse, le contrat peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D. 8222-5 du code du travail. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut

d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Le titulaire établi ou domicilié à l'étranger doit respecter les prescriptions de l'article D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail en fournissant tous les six mois à compter de la date de notification du contrat et jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, les justificatifs qui y sont énumérés.

## **Article 9 – Pénalités**

Les pénalités prévues au présent article sont cumulables.

Le montant cumulé des pénalités est plafonné à 55% du montant total commandé (du bon de commande). En cas de dépassement, le marché pourra être résilié, sans mise en demeure, dans les conditions définies au présent document.

### **9.1 Pénalités pour travail dissimulé**

En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, le rectorat, informé par écrit par un agent de contrôle, de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, enjoint aussitôt ce dernier de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure apporte au rectorat la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai fixé par décret en Conseil d'Etat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 200 € TTC par jour ouvré de retard.

### **9.2 Pénalités pour retard : non-respect des délais maximum de réalisation**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque les délais maximums de réalisation dont les délais de livraison prévus au présent CCP sont expirés, le titulaire encourt sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure une pénalité journalière de 350 euros HT par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.3, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 euros HT pour l'ensemble du marché.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1148 du code civil, ou de faits qui engagent la responsabilité du rectorat.

Un courrier par lettre recommandée avec accusé de réception est adressé au titulaire lui indiquant le montant total des pénalités retenues. Les pénalités seront directement imputées sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir.

### **9.3 Pénalités pour non-respect des obligations environnementales**

En cas de non présentation des justificatifs demandés à l'article 12, le titulaire encourt sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure une pénalité journalière de 350 euros HT par jour ouvré de retard de présentation des justificatifs à compter du jour d'émission du 1<sup>er</sup> bon de commande du présent marché.

## **Article 10 – Résiliation**

### **10.1 Résiliation pour événements extérieurs au marché**

La décision de résiliation est prononcée dans les conditions prévues à l'article 39 notamment du CCAG-FCS.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions relevant du CCAG-FCS. Ce décompte une fois arrêté par la Personne publique est ensuite notifié au titulaire.

### **10.2 Résiliation pour événements liés au marché**

Le marché pourra être résilié par la personne publique ou à la demande du titulaire dans les cas prévus à l'article 40 du CCAG-FCS.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions relevant du CCAG-FCS. Ce décompte une fois arrêté par la Personne publique est ensuite notifié au titulaire.

### **10.3 Résiliation pour faute du titulaire**

Le marché pourra être résilié par la Personne publique dans les cas prévus à l'article 41 du CCAG-FCS ou en cas d'inexécution, de défaillance ou de non-respect d'une ou de plusieurs prescriptions d'un bon de commande, et/ou du marché.

D'autre part, en application de l'article R.2144 du code de la commande publique, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 et suivants du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail conformément au 1° de l'article R.2143-3, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation définies ci-après.

Le rectorat signale les défaillances au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a 15 jours pour présenter ses observations.

Si le rectorat constate que, malgré son avertissement, le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, il le notifie au titulaire par une seconde lettre recommandée avec accusé de réception. Le marché peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions relevant du CCAG-FCS. Ce décompte une fois arrêté par le pouvoir adjudicateur est ensuite notifié au titulaire.

### **10.4 Résiliation par la personne publique pour motif d'intérêt général**

La personne publique peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci. La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé réception.

Le titulaire a droit au versement d'une indemnité de résiliation dans les conditions définies à l'article 42 du CCAG-FCS, le marché se présentant avec un maximum de 139 999 euros HT un pourcentage fixé de 2 % du montant réalisé à la date de résiliation sera défini comme base de l'indemnité de résiliation.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation établi conformément aux dispositions de l'article 43 du CCAG-FCS. Ce décompte une fois arrêté par la personne publique est ensuite notifié au titulaire.

### **10.5 Exécution de la prestation aux frais du titulaire**

Conformément aux dispositions relevant du CCAG-FCS, en cas d'inexécution des prestations par le titulaire ou de résiliation du marché à ses torts, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations objet du présent marché aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit néanmoins fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 11 – Règlement des litiges et langue**

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le comité consultatif de règlement amiable régional, dans les conditions fixées à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

L'expert amiable doit formuler ses propositions et tenter de concilier les parties dans un délai d'un mois à compter de la saisine. Il établit un rapport. Ce rapport ne peut servir dans le cas d'une procédure d'expertise contentieuse ou dans le cadre d'un recours contentieux.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

En application du second alinéa de l'article R.312-11 du code de justice administrative, il est expressément convenu que le tribunal administratif territorialement compétent à l'égard de tout litige se rapportant à l'exécution ou interprétation du contrat est le tribunal administratif dans le ressort duquel a légalement son siège le rectorat, signataire du marché, c'est-à-dire le tribunal administratif de Nancy (5 place de la Carrière CO n°20038 – 54036 Nancy cedex).

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les réunions de travail, les comptes rendus d'avancement, les rapports d'analyse, les courriers, la documentation, sans que cette liste puisse être considérée comme exhaustive.

## ARTICLE 12 – Clauses environnementales

Le rectorat de la région académique est particulièrement attentif à la gestion raisonnée des matières, à la diminution des déchets, à la qualité de l'air ambiant et plus largement au développement durable. Il souhaite être un acteur actif, ainsi que ses fournisseurs, du respect de l'environnement.

Dans ce cadre, et en vertu de l'article 16.2 du CCAG FCS, la clause environnementale générale prévoit que les documents particuliers du marché précisent les obligations environnementales du titulaire dans l'exécution du marché.

Le présent marché porte sur la fabrication et la livraison de copies d'examen répondant à certaines normes. Aussi, il est demandé au titulaire du présent marché de respecter les conditions d'exécution définies dans les 3 articles suivants :

### Article 12.1- Fabrication et emballage du produit commandé

Les produits commandés devront être fabriqués avec du bois issu de forêts gérées de façon durable, selon les labels PEFC (PEFC/07-01-01), FSC (C000000) ou équivalent.

### Article 12.2 Livraison des produits commandés

Il est prévu dans le marché que les produits commandés soient livrés sur de nombreux points géographiques. Aussi, afin de contribuer à la lutte contre la pollution atmosphérique, il est demandé que les livraisons soient faites avec des véhicules disposant de vignettes Crit'Air 3 ou moins, c'est-à-dire Crit'Air 2 ou 1, ou leurs équivalents en terme de limites d'émission toxiques.

### Article 12.3 Contrôles et dialogues

Le titulaire du marché devra fournir les justificatifs du respect des obligations définies ci-dessus préalablement à l'exécution du marché.

Si le titulaire invoque les exceptions prévues au présent CCAG, celui-ci pourra signaler les contraintes auxquelles il est soumis dans le cadre des règles qui lui sont applicables avant le début d'exécution des prestations afin qu'un dialogue puisse être engagé sur des solutions alternatives envisageables.

Le titulaire s'assure du respect le cas échéant par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées ci-dessus.

En cas de non-respect des obligations prévues au présent article 12, le titulaire se voit appliquer pour chaque infraction constatée de pénalités prévues à l'article 9 du présent CCP.

## ARTICLE 13 – Dérogations au CCAG-FCS

Articles du CCP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 9	Pénalités	Article 14
Article 10	Résiliation	Article 39 et suivants
Article 12	Clauses environnementales	Articles 20 et suivants ; 21 et suivants

